



Synthesis © +21 776 416 837



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi
Présidence de la République
Observatoire national de la Parité

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
DAKAR
Sénégal

RAPPORT

IMPACT ECONOMIQUE, SOCIAL ET SANITAIRE DE LA COVID-19 CHEZ LES FEMMES

Dans les régions de Dakar,
Kaolack, Kolda, Saint-Louis et Sédhiou



Observatoire national de la Parité (ONP)

Cité Keur Gorgui Imm. Y1D, 6^{ème} étage
BP 67624, Dakar-Fann - Tél : +221 33 325 28 26
Site : www.onp.presidence.sn

Fondation Heinrich Böll Sénégal

Rue de Louga x Impasse PE 10 - Point E, Dakar-Sénégal
Tél : +221 33 825 66 06
Email : info@sn.boell.org



SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES	4
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
Contexte	8
Objectifs	8
Méthodologie	9
IDENTIFICATION DES PARTICIPANTES	10
COVID-19 ET ACTIVITES ECONOMIQUES	13
COVID-19 ET ACTIVITES SOCIALES ET SANITAIRES	15
COVID-19 ET GESTION PAR LE GOUVERNEMENT	19
COVID-19, LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS	25
LEÇONS	21
RECOMMANDATIONS	21
ANNEXES	23
LISTE DES INITIATIVES DES OF DANS LA REGION DE KAOLACK	23
LISTE COMPLETE DES LEÇONS ET RECOMMANDATIONS PAR REGION	25
QUESTIONNAIRE	30
GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL ET COLLECTIF	36

LISTE DES FIGURES

- Figure 1** : Répartition des femmes selon le département dans la région de Dakar
- Figure 2** : Distribution de l'âge selon le niveau d'instruction dans la région de Dakar
- Figure 3** : Distribution de l'âge selon le département dans la région de Kolda
- Figure 4** : Répartition de l'âge selon le département dans la région de Sédhiou
- Figure 5** : Répartition des catégories socio-professionnelles avant et après
- Figure 6** : Carte de chaleur
- Figure 7** : Limitation des déplacements
- Figure 8** : Niveau de préoccupation par les études des enfants
- Figure 9** : Carte de chaleur
- Figure 10** : Niveau de préoccupation par l'état de santé
- Figure 11** : Suivi des gestes barrières
- Figure 12** : Principales raisons ayant limité l'accès au traitement médical
- Figure 13** : Carte de chaleur
- Figure 14** : Niveau de confiance dans la gestion selon le département

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1** : tatust matrimonial selon le département dans la région de Dakar
- Tableau 2** : Tranche d'âge selon le département dans la région de Kaolack
- Tableau 3** : Possession de NINEA selon le département dans la région de Kaolack
- Tableau 4** : Niveau d'éducation des femmes dans la région de Kolda
- Tableau 5** : Evolution des transferts dans la région de Dakar

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APROFES	Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise
ANSD	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
COSEF	Conseil sénégalais des Femmes
COVID-19	Coronavirus disease 2019
DER	Direction à l'entrepreneuriat rapide
FAFS	Fédération des Associations de Féminines du Sénégal
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements prioritaires
GIE	Groupement d'intérêt économique
GPF	Groupement de Promotion Féminine
MYF	Medina Yoro Foula
NINEA	Numéro d'identification national des entreprises et des associations
OF	Organisations de Femmes
ONG	Organisation non gouvernementale
ONP	Observatoire national de la Parité
PAPUSG	Programme d'Appui aux Producteurs et Utilisateurs des Statistiques du Genre
SRDC	Service régional du Développement Communautaire
VAD	Visite à domicile

RESUME

Ce rapport présente les résultats de l'étude sur l'impact économique, social et sanitaire de la COVID-19 chez les femmes. Deux enquêtes ont été menées : la première à travers un dispositif de call center auprès de **428** femmes âgées de **15 à 83** ans dans la région de Dakar et la seconde sous forme de focus groupes auprès de **183** représentantes d'OF dans les régions de Kaolack, Kolda, Saint-Louis et Sédhiou.

Sur le plan économique, l'étude révèle que globalement, les femmes ont constaté une diminution de leurs activités économiques depuis le mois de mars. Particulièrement, dans la région de Dakar, une baisse de **17.1%** est enregistrée chez les femmes exerçant une activité économique, suite à l'avènement de la COVID-19. La catégorie socioprofessionnelle la plus touchée est celle des employées (baisse de **36.9%**) et parmi les femmes qui ne sont plus en activité, **36%** ont arrêté parce que leurs structures ont fermé et **19.1%** par peur de la maladie.

En conséquence de la baisse des activités, une réduction considérable des revenus est observée chez les femmes dans toutes les 05 régions. A Dakar, cette baisse est constatée par **83.2%** des femmes encore en activité. Parmi elles, **40.4%** estiment une diminution de leurs revenus entre 25 et **50%** par rapport à leur niveau initial. De plus, parmi les femmes qui recevaient régulièrement des transferts d'argent, **85.4%** ont constaté une baisse ou un arrêt de ces transferts.

Dans les régions de Kaolack, Kolda, Saint-Louis et Sédhiou, les mesures décrétées par l'Etat ont eu des incidences négatives sur les activités économiques des OF telles que la difficulté d'écouler leurs produits, de s'approvisionner en matières premières, de subvenir aux dépenses de fonctionnement et de rembourser les prêts. En réponse aux effets de la pandémie, elles ont développé des **stratégies d'adaptation économique** comme la vente de légumes à domicile, la confection de masques vendus dans la rue, une calebasse de solidarité qui permet d'appuyer des membres nécessiteux dans la plus grande confidentialité, des systèmes de prêts rotatifs et la solidarité par la cotisation pour rembourser les banques.

Sur le plan social, les mesures prises par l'Etat ont contribué à une meilleure vie de famille en renforçant les liens affectifs avec la présence de tous les membres. Selon les femmes de Kaolack, la COVID-19 a atténué le syndrome de la maison vide en recréant l'ambiance familiale autour du repas commun. D'un autre côté, ces mesures ont engendré une augmentation des tâches ménagères. **37.4%** des femmes de la région de Dakar estiment que leur charge en termes de tâches ménagères a augmenté.

Aussi, la pandémie a permis de renforcer l'éducation des enfants. D'après elles, c'est l'occasion pour le père de famille d'habitude absent, de reprendre en main l'éducation de ses enfants. A Dakar, **70.3%** des femmes ont au moins un enfant sous leur tutelle et parmi elles, **28.9%** déclarent avoir eu beaucoup de difficultés à les gérer depuis la fermeture des écoles.

Cependant, les mesures ont eu un impact différent sur la vie en société. A Kaolack, les femmes ont perçu l'interdiction de rassemblements comme une restriction à une thérapie de groupe pour combattre le stress dans la gestion familiale. Et à Sédhiou, elles ont dénoncé un individualisme qui s'est installé en conséquence de l'effritement des habitudes sociales (serrer la main, rendre visite à un proche).

Enfin, suite au couvre-feu, **25.7%** des femmes mariées de la région de Dakar ont observé une amélioration dans la cohabitation avec leur conjoint et **13.5%** ont jugé que la cohabitation était devenue difficile. Aussi, **8.4%** des femmes mariées sont victimes de violences physiques ou verbales et parmi elles, **20%** ont constaté leur augmentation depuis l'avènement de la COVID-19. Dans la région de Kaolack, l'APROFES, a dénombré plus de **300** cas de violences suite à la COVID-19.

Sur le plan sanitaire, la quasi-totalité des femmes enquêtées connaissent la maladie, ses symptômes, son mode de transmission et les mesures barrières. La campagne médiatique a fortement participé à la connaissance de la maladie comme dans la région de Kaolack où cela serait imputable au travail de sensibilisation des médias locaux et à l'utilisation des langues nationales. A Dakar, les femmes s'informent plus avec la télévision / radio (**93%**), viennent ensuite les réseaux sociaux (**34.8%**).

Parmi les mesures barrières, le lavage des mains et le port du masque sont les plus connues. Toutefois dans la région de Sédhiou, les femmes ne respectent pas tout à fait la distanciation physique par peur d'instaurer une méfiance entre les membres de la communauté. A Dakar, les rassemblements sont évités par **73.3%** des femmes tandis que **54.3%** pratiquent encore les salutations par poignées de main. A noter que **33.9%** des femmes de cette région étaient concernées par les inondations et parmi elles, **35.2%** seulement ont pensé être en mesure de respecter les gestes barrières dans ces conditions.

Concernant la prise en charge médicale, **45.3%** des femmes à Dakar ont eu besoin de soins médicaux depuis le début de la pandémie. Dans les autres régions, au plus **67%** ont affirmé qu'au moins un membre de leurs organisations ou de leur famille en a eu besoin. Les principales raisons sont le paludisme, la grippe, les complications gastriques, les consultations prénatales, la vaccination des nourrissons. Toutefois, la majorité parmi ceux qui ont eu besoin de soin, n'a pas pu accéder à un traitement médical, sauf dans la région de Dakar (**18.6%**). Cela s'explique principalement par le manque d'argent, le refus de fréquenter les structures sanitaires par crainte d'être testées positives à la COVID-19 ou de s'exposer à la maladie en y allant.

Afin de soutenir la riposte au sein de leurs communautés sur la pandémie, les OF ont mené des **activités de sensibilisation** sur les mesures barrières, de distribution de matériels (masques, gel, savon et produits alimentaires) et d'appuis financiers.

A propos de la **gestion de la COVID-19 par le gouvernement**, les mesures de prévention ont été globalement bien appréciées. Certaines femmes estiment que ces mesures ont eu des effets positifs dans d'autres secteurs comme la sécurité avec la diminution du vol et de la délinquance tandis que d'autres jugent ces mesures contraignantes sur le plan économique. Dans la région de Dakar, les mesures qui enregistrent le plus d'avis favorables sont l'interdiction de rassemblements, le port de masque obligatoire dans les lieux publics et le couvre-feu. Hormis ce dernier, les femmes étaient plus favorables à la levée des restrictions qu'à leur application.

Majoritairement, les femmes affirment avoir bénéficié d'une **aide alimentaire** sauf à Dakar (**46.5%**). Toutefois, la qualité du ciblage est remise en cause par certaines en ce sens que les plus vulnérables n'étaient pas toujours les bénéficiaires. Cette aide s'est plus manifestée sous forme d'aliments (riz, huile) et de matériels de protection.

En conclusion, le rapport partage les **leçons** tirées de l'avènement de la COVID-19 par les femmes et leurs **recommandations** envers les décideurs politiques. Ainsi, il peut être retenu: l'ingéniosité des femmes ; l'autonomisation financière des femmes ; le développement de la culture de l'épargne et l'abandon du gaspillage ; l'observation d'hygiène individuelle et collective ; la valorisation des mécanismes de solidarité traditionnelle et des produits locaux et la numérisation de l'économie et de l'enseignement.

En dernier lieu, il est recommandé entre autres de : promouvoir la consommation des produits locaux ; appuyer les activités économiques des femmes; former les communautés sur les violences basées sur le genre et soutenir les victimes ; former les femmes sur le leadership féminin, l'éducation financière, le management, l'économie numérique... et de revoir le ciblage des bénéficiaires pour les aides.

INTRODUCTION

CONTEXTE

Le coronavirus 2019 (COVID-19) est une maladie infectieuse causée par un virus qui n'avait encore jamais été identifié chez l'être humain. Ce virus provoque une maladie respiratoire avec des symptômes comme la toux, la fièvre (analogue à la grippe) et, dans les cas les plus sévères, une pneumonie. Apparu à Wuhan, dans le centre de la Chine en décembre 2019, l'épidémie de COVID-19 s'est, depuis, transformée en pandémie. En effet, en février 2020, la propagation du virus s'est accélérée et en un peu moins d'un mois, la plupart des continents ont été touchés avec plus de 38 823 cas confirmés dans 49 pays dont 1 632 décès. Malgré les mesures de prévention imposées dans les pays, la pandémie n'a pas cessé de progresser et entre les mois de décembre 2019 et septembre 2020, 31 867 173 cas ont été confirmés dont 976 258 sont décédés.

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal est le premier pays à détecter un cas le 02 mars 2020. Pour contenir la progression, le Chef de l'Etat, dès le 13 mars 2020, a fait appliquer des mesures telles que la fermeture des écoles, le port du masque, la distanciation sociale dans les lieux publics, la fermeture de plusieurs espaces publics, (mosquées, bars, marchés etc.), la fermeture des frontières du pays, l'instauration d'un couvre-feu de 20 heures à 6 heures du matin et la mise en place d'un fond de soutien pour les ménages vulnérables.

Le Sénégal compte à la date du 22 décembre 2020, 17 945 cas positifs dont 372 décès d'après le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

La pandémie, à travers les restrictions qu'elle cause, impacte les conditions de vie socioéconomique et sanitaire de la population. La prévision d'une baisse de plus de 5 points du taux de croissance annuel a amené le Chef de l'Etat à procéder à l'assouplissement des mesures de restriction le 15 Juillet 2020 (la réouverture des frontières et la levée du couvre- feu).

Dans ce contexte, il est donc essentiel d'évaluer l'impact socioéconomique et sanitaire de la maladie sur la population pour améliorer la politique de gestion, particulièrement par rapport aux couches les plus vulnérables qui comptent beaucoup de femmes.

A cet effet, l'Observatoire national de la Parité (ONP), structure autonome rattachée à la Présidence de la République et chargée du suivi, de l'évaluation et de la promotion de l'égalité des sexes dans les politiques publiques, a commandité cette étude pour évaluer l'impact économique, social et sanitaire de la COVID-19 chez les femmes.

OBJECTIFS

L'étude vise à mesurer la perception des femmes par rapport à leur situation sociale, économique et sanitaire depuis le début de la pandémie compte tenu des mesures prises par l'Etat pour limiter sa propagation.

De façon spécifique, il s'agit :

1. d'évaluer la perception des femmes ciblées vis-à-vis de leurs conditions économiques (la plupart des femmes travaillent dans le secteur informel) et sur les plans sanitaire et social, compte tenu de leurs rôles importants dans les ménages ;
2. de mesurer la perception des femmes par rapport à la distribution des éléments acquis sur le « fond de soutien » mis en place pour appuyer les ménages vulnérables ;
3. de recueillir leurs avis sur les mesures prises et les actions entreprises par l'Etat pour la gestion de la pandémie.

METHODOLOGIE

Afin d'évaluer l'impact économique, social et sanitaire chez les femmes, il était initialement prévu d'utiliser la méthode d'échantillonnage des quotas. Cette méthode consiste à s'assurer de la représentativité nationale de l'échantillon en lui affectant une structure similaire à celle de la population de base par rapport à une ou plusieurs variables spécifiques. Le choix des sous populations s'était limité aux deux caractéristiques suivantes: la région et la structure par âges des femmes.

L'enquête devait porter sur 1000 individus répartis sur le territoire national. Vu les risques de contamination, il était retenu de ne pas procéder à une enquête sur le terrain mais de collecter les données à travers un questionnaire en ligne envoyé directement par WhatsApp. Les femmes devaient être identifiées par le biais des réseaux de femmes, et parmi elles, des relais devaient être désignés comme personnes d'appui sur le terrain, chargées d'administrer le questionnaire aux femmes qui ne disposent pas de smartphone.

Toutefois, cette méthodologie présentait quelques limites. En plus des biais de sélection, l'ONP ne disposait pas d'une base de numéros pour envoyer directement aux femmes ciblées, le questionnaire.

Par la suite, la méthodologie ci-après a été explorée : travailler en partenariat avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Ce choix s'explique par le dispositif déjà existant au niveau de l'ANSD. En effet, celle-ci dispose d'une base représentative de la population nationale et est équipée d'un call center et d'enquêteurs pour administrer le questionnaire.

Cette méthode n'a pas été retenue car, après discussion sur les modalités de l'opération, le budget proposé par l'ANSD dépassait largement (plus de 1000%) les ressources de l'ONP.

Finalement, tenant compte des contraintes de budget et de délai, le champ a été limité à 05 régions dont quatre (Kaolack, Saint-Louis, Kolda et Sédhiou) au niveau desquelles l'ONP déroule un Programme d'Appui aux Producteurs et Utilisateurs des Statistiques de Genre (PAPUSG). Dans ce cadre, le dispositif existant facilitera la mise en œuvre de l'enquête. S'y ajoute la région de Dakar, choisie parce qu'elle constitue la région la plus touchée par la COVID-19 (**66.4%**).

Concernant la région de Dakar, une enquête chez les femmes âgées de plus de 15 ans a été menée en collaboration avec l'ANSD. A défaut des numéros personnels des cibles, celles-ci ont été contactées à travers le contact de leur chef de ménage. La base contenait 303 numéros de chefs de ménages pour **999** femmes. Les femmes ciblées ont été enquêtées par téléphone à l'aide d'un dispositif de centre d'appel installé temporairement dans les locaux de l'ONP. **428** femmes ont répondu au questionnaire. Le taux de non-réponse s'explique majoritairement par le fait que des chefs de ménage ont refusé de laisser des femmes participer à l'enquête.

Pour les 04 autres régions, la méthode choisie est celle des focus groupes. Cette méthode qualitative de collecte de données a permis de faire interagir plusieurs femmes afin de collecter des informations en faisant émerger diverses opinions grâce aux débats. Compte tenu des contraintes, les cibles sont les Organisations de Femmes (OF). Plus précisément, dans chaque région, un comité dirigé par le chef de Service régional du Développement Communautaire (SRDC) a organisé au niveau de chaque département, une rencontre avec les représentantes des OF. Ces dernières, réparties en groupe ont d'abord renseigné un questionnaire individuel. Ensuite, elles ont échangé sur les effets de la COVID- 19 sur leur vie sociale, sanitaire et économique avec l'aide d'un modérateur et d'un observateur qui, à leur tour, ont renseigné le questionnaire groupe. Lors d'une plénière avec les différents groupes, le modérateur a procédé à une synthèse pour le département. Enfin, les différents modérateurs par département se sont retrouvés pour échanger sur les résultats et élaborer un rapport régional à soumettre à l'ONP.

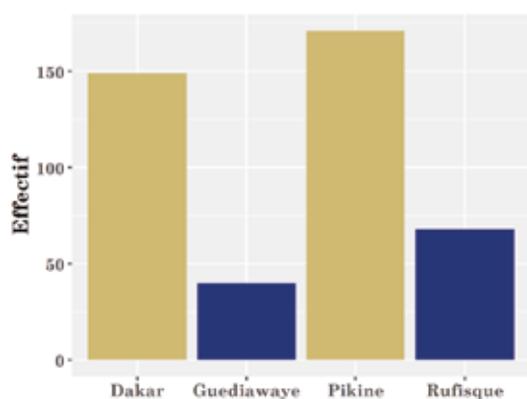
Le rapport s'articule autour des 05 points suivants : l'identification des cibles de l'étude, les incidences de la COVID-19 sur les activités économiques, les incidences sanitaires et sociales, l'appréciation de la gestion de la COVID-19 par le Gouvernement, les leçons apprises et les recommandations pour l'Etat, les partenaires et les femmes. Ce dernier point ne concerne pas la région de Dakar.

IDENTIFICATION DES PARTICIPANTES

428 FEMMES DANS LA REGION DE DAKAR

Les enquêteurs ont pu joindre **428** femmes âgées de **15 à 83** ans grâce à la base de données des chefs de ménage fournie par l'ANSD. Ces dernières ont partagé leur perception sur l'impact de la COVID-19 sur leurs activités économiques, sanitaires et sociales de même que leur avis sur la gestion de la pandémie par le Gouvernement.

Figure 1 : Répartition des femmes selon le département dans la région de Dakar



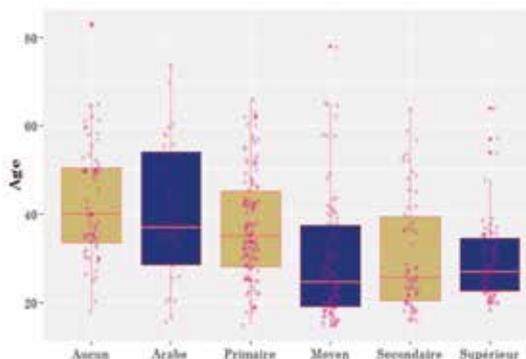
Sur le total des **428** femmes, **40.0%** sont du département de Pikine, **34.8%** de Dakar, **15.9%** de Rufisque et **9.3%** de Guédiawaye.

En moyenne, les femmes sont âgées de 35 ans. **15.7%** n'ont aucun niveau d'éducation et **7%** ont été alphabétisées en arabe.

Parmi celles qui ont fréquenté l'école, **35%** se sont arrêtées au niveau primaire et **20.2%** ont atteint le niveau supérieur.

Le graphique suivant représente la répartition de l'âge des femmes enquêtées selon leur niveau d'éducation

Figure 2 : Distribution de l'âge selon le niveau d'instruction dans la région de Dakar



Il est observé que celles avec un niveau supérieur au primaire sont en moyenne plus jeunes. De plus, il existe un écart d'âge moins important chez les femmes avec un niveau supérieur.

55.4% des femmes enquêtées sont mariées. Cette tendance majoritaire des mariées est aussi observée au sein de chaque département.

Tableau 1 : Statut matrimonial selon le département dans la région de Dakar

Département (%)	Célibataire	Mariée	Divorcée	Veuve	Total
Dakar	34.2	48.3	11.4	6.0	100
Guédiawaye	40.0	45.0	5.0	10.0	100
Pikine	26.9	62.0	3.5	7.6	100
Rufisque	26.5	60.3	7.4	5.9	100
Total	30.6	55.4	7.0	7.0	100

Ainsi, parmi les femmes enquêtées, peu de divorcées et de veuves sont observées.

IDENTIFICATION DES PARTICIPANTES

KAOLACK, KOLDA, SAINT-LOUIS, SEDHIOU

KAOLACK : 54 FEMMES ENQUETEES

La région de Kaolack compte **03** départements : Guinguinéo, Kaolack, Nioro du Rip. Dans chaque département, le chef de SRDC a organisé des entretiens individuels avec **15** femmes représentantes des OF et **3** femmes leaders. La majorité (**66.7%**) a entre **36** et **60** ans. Peu de jeunes (**7.4%**) sont retrouvées parmi les représentantes.

Tableau 2 : Tranche d'âge selon le département dans la région de Kaolack

Tranches d'âge (%)	Nioro du Rip	Guinguinéo	Kaolack
19-35 ans	5.6	16.7	0
35-60 ans	66.7	66.7	66.7
Plus de 60 ans	27.8	16.7	33.3
Total	100	100	100

Le niveau d'instruction est assez appréciable. Seul **3.70%** sont analphabètes et **51,85%** ont un niveau d'étude secondaire. C'est dans le département de Kaolack qu'elles sont les plus retrouvées (**50%**).

Les femmes sont réparties dans 09 types d'organisation. Les plus représentées sont les GIE (**38.9%**), les Associations (**24.1%**) et les GPF (**16.7%**).

Cette dichotomie de type d'organisation est à relativiser puisqu'il n'est pas rare de voir dans une même organisation un GIE, un GPF, une tontine, une coopérative etc.

Les GIE ont pour finalité, la recherche du profit et le partage des bénéfices au prorata des parts sociales. Les associations sont soit de type simple ou d'utilité publique. Les GPF sont des organisations anciennes nées avec l'avènement de la promotion humaine et de l'animation rurale. Elles sont les partenaires de premier plan du Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants.

Aussi, une ONG figure parmi les types d'organisations: l'Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise (APROFES). Elle est très active dans la promotion des droits humains et particulièrement

dans la lutte contre les violences basées sur le genre et dans la micro finance. Elle est aussi opératrice sociale dans le cadre du Programme National de Bourses de Sécurité Familiale.

48.1% des organisations féminines ne possèdent pas de NINEA et sont donc du secteur informel.

Tableau 3 : Possession de NINEA selon le département dans la région de Kaolack

Etat des transferts (%)	Arrêt	Baisse	Hausse	Stable	Total
	36.6	48.8	1.2	13.4	100.0

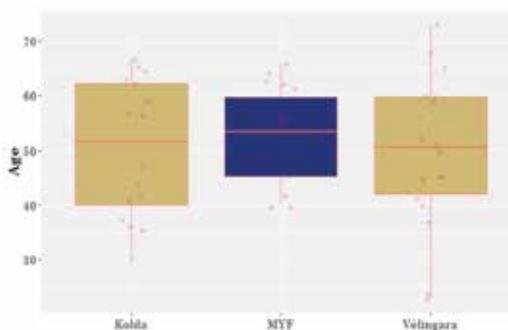
Ces femmes s'activent principalement dans les secteurs suivants : Agriculture sous pluie ; Maraichage ; Transformation de céréales locaux, fruits et légumes ; Coupe et couture, salon de coiffure ; Tontine, autofinancement et micro finance ; Poterie ; Gestion d'unités agro-alimentaire ; Artisanat ; Petit commerce. Fabrication de savon artisanal ; Fabrication de combustibles bio-gaz, etc.

KOLDA : 52 PARTICIPANTES

Comme dans la région de Kaolack, 18 femmes dont 15 représentantes d'OF et **3** femmes leaders ont été enquêtées dans les départements de Médina Yoro Foula (MYF) et Vélingara. Le département de Kolda n'a enregistré que 16 participantes.

La moyenne d'âge chez les participantes de la région tourne autour de **50** ans. L'écart est moins prononcé chez les femmes de MYF.

Figure 3 : Distribution de l'âge selon le département dans la région de Kolda.



Les données relatives au niveau d'éducation, montrent que les femmes sont majoritairement analphabètes (**38.5%**) et cette situation ne favorise en rien leur insertion socio professionnelle mais également constitue une barrière réelle à leur implication dans les prises de décision lors de l'élaboration des politiques et programmes au niveau local d'où la nécessité de redynamiser les programmes d'alphabétisation fonctionnelle.

Tableau 4 : Niveau d'éducation des femmes dans la région de Kolda.

Niveau d'éducation	%
Aucun	38.5
Primaire	21.2
Secondaire	19.2
Supérieur	3.8
Alphabétisée en arabe	3.8
Alphabétisée en langue locale	13.5
Total	100.0

Les femmes sont bien organisées au sein d'entités aux statuts juridiques divers : 34 GIE, 07 GPF, 01 ONG, 01 MUTUELLE, 02 FEDERATIONS, 06 ASSOCIATIONS, 01 INDIVIDUELLE. Cela signifie que malgré leur faible niveau d'études, elles sont conscientes de l'importance d'appartenir à une structure ayant un statut juridique.

61.5% des OF ont un NINEA. Ceci montre que les femmes membres sont conscientes de l'importance de formaliser leur organisation. Cela leur permet de pouvoir bénéficier de certains appuis provenant de l'Etat ou des partenaires mais aussi d'être fournisseur de certains clients dont l'Etat.

Cependant il est important de poursuivre la sensibilisation et l'accompagnement pour amener toutes les OF à disposer d'un NINEA et de les renforcer en gestion administrative et en archivage puisque dans la plupart des cas une seule personne (la présidente) détient tous les documents et biens de l'organisation.

Les principales activités économiques du département sont : l'agriculture, le maraichage, l'élevage et le commerce. Et ceci grâce à l'existence de plusieurs marchés hebdomadaires dans le département mais également les centaines de kilomètres de frontière avec la Gambie qui alimentent ainsi les marchés locaux en produits divers.

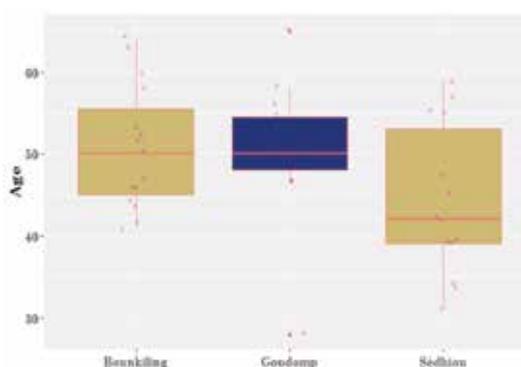
SAINT-LOUIS : DES ENTRETIENS PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Dans la région de Saint-Louis, les OF s'activant dans les secteurs suivants ont été choisis : l'agriculture (principalement la culture du riz, de la patate douce, de la tomate et de l'oignon), l'élevage (bovin et ovin), la pêche, le petit commerce, l'artisanat, les transports, la transformation des produits halieutiques, des fruits et légumes et la teinture.

SEDHIOU : 44 ENTRETIENS

Dans la région de Sédhiou, un maximum de **16** femmes a été enquêté par département. Elles sont toutes âgées de plus de 30 ans mais c'est dans le département de Sédhiou qu'elles sont plus jeunes en moyenne (**44 ans**).

Figure 4 : Répartition de l'âge selon le département dans la région de Sédhiou



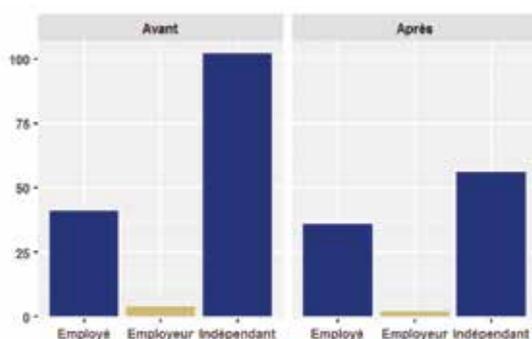
COVID-19 ET ACTIVITES ECONOMIQUES

DAKAR

Selon l'enquête, **51.4%** des femmes exerçaient une activité économique avant la COVID-19 (Mars 2020). Elles s'activaient principalement dans le commerce (**51.3%**) et étaient majoritairement des travailleurs indépendants (**62.3%**).

Suite à l'avènement de la COVID-19, sur le total de femmes enquêtées, seules **34.3 %** ont actuellement une activité économique, soit une baisse de **17.1%**. Le secteur du commerce (**51%**) reste le principal secteur regroupant le plus d'actifs.

Figure 5 : Répartition par catégorie socio-professionnelles avant et après



La baisse est plus notée dans la catégorie socioprofessionnelle des employés (**36.9%** de baisse des effectifs) et a moins affecté les travailleurs indépendants (**25.5%** de baisse).

FERMETURE DES STRUCTURES

59.5% des femmes parmi celles actives avant la COVID-19 (**220 femmes**), exercent actuellement une activité. Parmi elles, **7.3 %** ont changé d'activité entre les deux périodes et principalement (**75%**) à cause de l'arrêt des activités de leurs structures.

40.5% des femmes qui ne sont plus en activité ont dû arrêter généralement parce que leurs structures étaient fermées (**36 %**) ou par peur de la COVID-19 (**19.1%**).

BAISSE DES REVENUS DES FEMMES

...

La quasi-totalité des femmes (**93.8%**) qui ont changé d'activité durant la période de la COVID-19 ont constaté une baisse de leur revenu. **20.0 %** estiment une baisse de plus de **75%** de leur revenu habituel et seulement **13.3%**, une baisse de moins de 25%.

Parmi les 115 femmes qui ont conservé leurs activités, moins d'**1%** a constaté une hausse de leurs revenus tandis que **81.74%** ont enregistré une baisse. Parmi ces dernières, **51%** évalue une baisse supérieure à **50%** par rapport à leurs revenus avant la pandémie.

... ET DES TRANSFERTS D'ARGENT

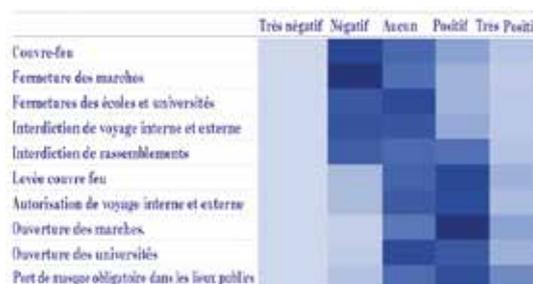
Avant la COVID-19, **19.2%** des femmes recevaient des transferts d'argent réguliers d'un membre de leur famille vivant à l'extérieur. Ces transferts ont évolué comme suit au moment de l'enquête :

Tableau 5 : Evolution des transferts dans la région de Dakar

Etat des transferts (%)	Arrêt	Baisse	Hausse	Stable	Total
	36.6	48.8	1.2	13.4	100.0

Les femmes ont perçu un impact négatif de la plupart des mesures sur les activités économiques. La mesure ayant le plus impacté négativement est la fermeture des marchés, suivie du couvre-feu. Il est alors ressenti que la levée de ces mesures a eu un impact positif sur leurs activités économiques.

Figure 6 : Carte de chaleur



COVID-19 ET ACTIVITES ECONOMIQUES

KAOLACK, KOLDA, SAINT-LOUIS, SEDHIOU

BAISSE GENERALE DES ACTIVITES

Globalement, dans les 04 régions, les femmes interrogées ont majoritairement déclaré un impact négatif de la COVID-19 sur leurs activités économiques. Une diminution des activités est observée depuis le mois de Mars.

Particulièrement à Kolda, **30.8%** ont confirmé un arrêt total de leurs activités dont **80.3%** sont des représentantes de GIE.

«Nos activités de commerce étaient à l'arrêt depuis le mois de mars car nous ne pouvions plus écouler nos produits dans le marché hebdomadaire de Sare Yaba Diaga».

Kolda

En conséquence, les chiffres d'affaires des femmes ont nettement baissé.

«Nos activités ont beaucoup diminué. En moyenne, il nous arrivait à avoir presque un million FCFA brut. Aujourd'hui, nous ne parvenons plus à avoir même 250 000 FCFA. Les mois d'avril et mai ont été les plus difficiles.»

Sédhiou

Les incidences négatives des mesures décrétées par l'Etat sur leurs activités économiques ont été énumérées comme suit :

- difficulté d'écoulement des produits en dehors de leur région ou parfois pas de vente du tout ;
- difficulté de s'approvisionner en matières premières et de subvenir aux dépenses de fonctionnement ;
- difficulté de rembourser les prêts ;
- interdiction de vente avec la fermeture des marchés et les interdictions de déplacements ;
- arrêt total des activités (fermeture des restaurants, arrêt des activités de tontine,..)

ou ralentissement partiel entraînant une chute des revenus ;

- augmentation de la pauvreté ;
- diminution de l'effet du personnel ou arrêt des contrats de prestations.

L'interdiction de rassemblement et de voyage, le couvre-feu et la fermeture des marchés sont désignés comme les mesures les plus contraignantes.

Par exemple, dans la région de Kaolack, l'interdiction de rassemblement a engendré un retard de remboursement des crédits et en conséquence, une indisponibilité de réserves financières pour satisfaire les demandes de crédit.

«Les membres de la communauté d'épargne et de crédit ne venaient plus cotiser à cause de l'interdiction de rassemblement. Elles n'ont plus d'épargne. Seul le bureau se réunissait de manière sporadique».

Kaolack

Un autre exemple est celui de la région de Sédhiou où l'interdiction de voyager a concouru à la réduction drastique de la clientèle de 200 personnes par jour à moins de 25.

STRATEGIES D'ADAPTATION

La pandémie a permis aux actrices économiques de développer des stratégies d'adaptation économique.

A Kaolack, les commerçantes ont initié des ventes de légumes à domicile, tout en respectant les mesures barrières ; les couturières, en lieu et place des tenues de cérémonies, ont confectionnés des masques vendus dans la rue.

Dans la région de Sédhiou, les initiatives suivantes ont été instaurées :

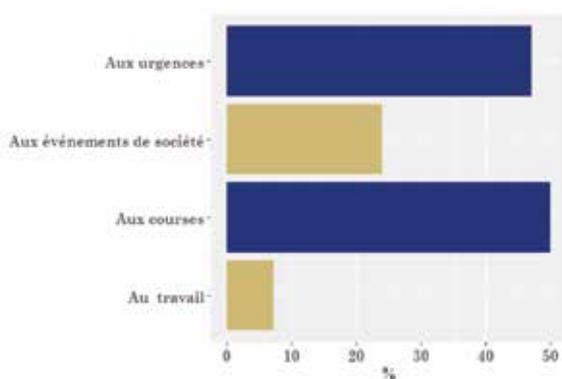
- une calebasse de solidarité qui permet d'appuyer des membres nécessiteux dans la plus grande confidentialité ;
- des systèmes de prêts rotatifs
- la solidarité par la cotisation pour rembourser les banques.

COVID-19 ET ACTIVITES SOCIALES ET SANITAIRES

Face à la COVID-19, **79.8%** des femmes ont changé leurs habitudes de vie sociale.

Parmi elles, **13.5%** ont totalement limité leurs déplacements tandis que plus de la majorité se déplaçait encore pour faire leurs courses.

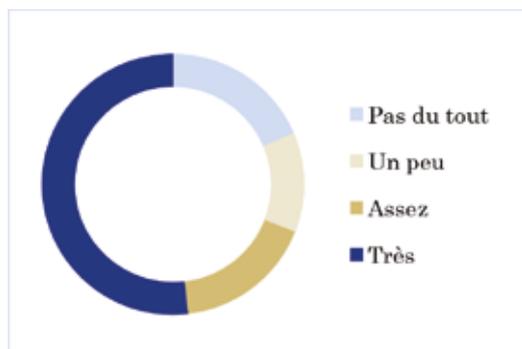
Figure 7 : Limitation des déplacements



48.83% des femmes estiment que, malgré la COVID-19, leur charge en termes de tâches ménagères est restée inchangée et **37.4%** affirment que cette charge a augmenté.

70.3% des femmes ont au moins un enfant sous leur tutelle. La moyenne d'enfants sous tutelle par femme est de 04.

Figure 8 : Niveau de préoccupation par les études des enfants



La majorité affirme être préoccupée par les études de leurs enfants avec la fermeture des écoles. Toutefois, **46.9%** des femmes avec au moins un enfant sous leur tutelle, n'ont éprouvé aucune difficulté à les gérer alors que **28.9%** déclarent avoir eu beaucoup de difficultés à le faire.

AMELIORATION DE LA COHABITATION

Avec l'instauration du couvre-feu, **25.7%** des femmes mariées ont observé une amélioration dans la cohabitation avec leur conjoint et **13.5%** ont jugé que la cohabitation est devenue difficile.

Avant la COVID-19, **20** femmes mariées sur **237 (8.4%)** ont déclaré avoir été victimes de violences physiques ou verbales. **20%** ont constaté une augmentation de ces violences depuis l'avènement de la COVID-19 alors que près de **30%** n'ont pas remarqué un changement.

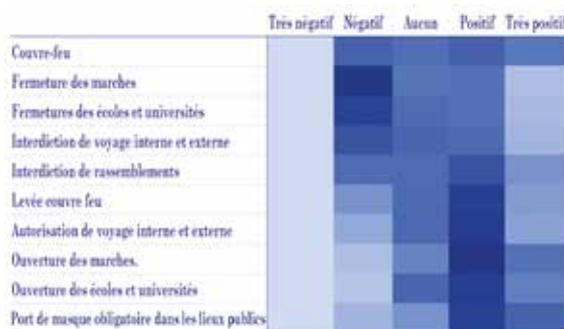
Malgré le confinement, aucune autre femme mariée n'a déclaré être victime de violences.

Comme précédemment, la carte de chaleur montre que les mesures de restriction ont plus impacté négativement les activités sociales des femmes.

L'interdiction de rassemblement est considérée comme une mesure positive sur les activités sociales contrairement aux activités économiques.

De plus, il est constaté que l'ouverture des marchés et des écoles ont été les mesures les plus perçues positivement.

Figure 9 : Carte de chaleur



PLUS PREOCUPEES PAR LA SANTE DE LEUR FAMILLE

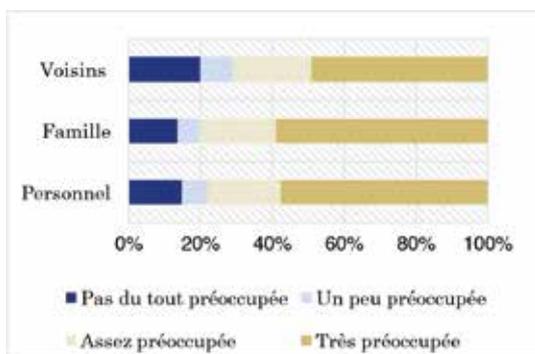
Face à la COVID-19, les femmes sont globalement très préoccupées par leur état de santé (**57.6%**), celui de leur famille (**59.0%**) et celui de leurs voisins (**49.2%**).

Elles sont particulièrement plus préoccupées par l'état de santé de leur famille (**86.4%**) que par leur propre état de santé (**85.2%**).

Concernant les actualités liées à la COVID-19, ces femmes s'informent plus avec la télévision / radio (**93%**), viennent ensuite les réseaux sociaux (**34.8%**).

Les proches (voisins ou famille) et les autorités locales, sont très peu utilisés comme canal d'information (**7.9%** et **2.3%** respectivement).

Figure 10 : Niveau de préoccupation par l'état de santé



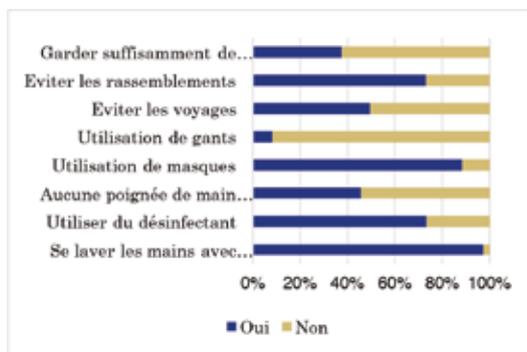
GESTES BARRIERES SUIVIS

Concernant les gestes barrières pour réduire le risque de contracter le virus, 7 sur 8 sont majoritairement connus par les femmes. En effet, seule l'utilisation des gants n'est connue que par 21.3% des femmes.

Le geste qui consiste à se laver les mains est le plus répandu. 96.7% des femmes affirment le connaître.

Il est aussi le geste le plus adopté par les femmes depuis le début de la pandémie pour se prémunir. Il est suivi par l'utilisation des masques et du désinfectant.

Figure 11 : Suivi des gestes barrières



De même, les rassemblements sont évités par **73.3%** des femmes. Quant aux poignées de main, elles sont encore pratiquées par **54.3%** des femmes.

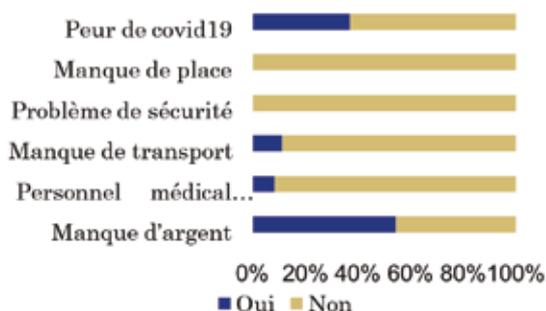
33.9% des femmes sont concernées par les innodations et parmi elles, seulement **35.2%** pensent être en mesure de respecter les gestes barrières dans ces conditions.

PRISE EN CHARGE MEDICALE

45.3% des femmes ont eu besoins de soins médicaux depuis le début de la pandémie (fièvre, paludisme, grippe, grossesse, visites prénatales)

Parmi elles, **18.6%** n'ont pas pu accéder à un traitement médical. La principale raison est le manque d'argent.

Figure 12 : Principales raisons ayant limité l'accès au traitement médical



COVID-19 ET ACTIVITES SOCIALES ET SANITAIRES

KAOLACK, KOLDA, SAINT-LOUIS, SEDHIOU

BONNE MAITRISE DES MESURES D'HYGIENE

Dans les 04 régions, la quasi-totalité des femmes enquêtées confirment qu'elles connaissent la maladie, ses symptômes, son mode de transmission et les mesures barrières.

Selon elles, la toux et la fièvre sont les principaux symptômes. Le port du masque et le lavage des mains sont les mesures barrières les plus citées. Toutefois, la distanciation physique n'est pas tout à fait respectée par les femmes de Sédhiou par peur d'instaurer une méfiance au sein de la communauté.

La campagne médiatique a fortement participé à la connaissance de la maladie.

A Kaolack, le renforcement de la connaissance de la maladie serait imputable au travail de sensibilisation des radios communautaires et des télévisions de proximité (Géo FM, Alfayda FM, Saloum TV, etc.) et à l'utilisation de la langue wolof et des autres langues nationales pour informer, éduquer et communiquer pour un changement de comportement.

RENFORCEMENT DES LIENS FAMILIAUX

De manière générale, les femmes soulignent un impact positif des mesures prises par l'Etat sur leur vie de famille et en société. En effet, elles ont constaté un renforcement des liens affectifs avec l'omniprésence de tous les membres. Selon les femmes de Kaolack, la COVID-19 a atténué le syndrome de la maison vide en recréant l'ambiance familiale autour du repas commun, la communication sociale entre membres d'une famille écartelée entre les servitudes de la vie et les contraintes des lieux et horaires de travail différenciés.

«Les époux, les frères qui rentraient tard à la maison reviennent dans l'ambiance familiale en réunissant les enfants au déjeuner ou sous l'arbre à palabre.»

Kaolack

De plus, la pandémie a permis de renforcer l'éducation des enfants. Selon elles, c'est l'occasion pour le père de famille d'habitude absent, de reprendre en main l'éducation de ses enfants en réparant la déliquescence du lien social.

«Les déplacements sont limités, les ménages bien entretenus, la vie conjugale plus stable, les enfants mieux suivis»

Kolda

D'un autre côté, les mesures ont engendré une augmentation des tâches ménagères chez certaines. Dans la région de Sédhiou, les femmes ont dénoncé un individualisme qui s'est installé en conséquence de l'effritement des habitudes sociales (serrer la main, rendre une visite de courtoisie à un proche lors d'un baptême, d'un mariage, de funérailles).

«La distanciation physique est difficile et a entraîné des problèmes dans les ménages et dans les villages. Le refus de serrer la main aux proches a engendré certains conflits dans les familles.»

Sédhiou

A Saint-Louis, elles estiment que la pandémie a entraîné une concentration de personnes dans les maisons engendrant des problèmes dans les foyers et une limitation des déplacements.

Enfin à Kaolack, les femmes ont perçu l'interdiction de rassemblements comme une restriction à une thérapie de groupe pour combattre le stress dans la gestion familiale. Les réunions entre elles étaient l'occasion d'exposer leurs problèmes de façon interpersonnelle ou en groupe pour trouver une solution conciliante.

RAPPROCHEMENT ET TENSION AU SEIN DES COUPLES

Le couvre-feu a été l'occasion pour certaines de se rapprocher de leur époux et de raffermir les liens conjugaux.

Toutefois, des mesures telles que l'interdiction de voyager et le couvre-feu ont causé selon elles, des séparations au sein de certains couples. A cela s'ajoutent les difficultés financières, engendrant beaucoup de disputes et même des divorces au niveau de Sédhiou.

«La cohabitation est devenue difficile du fait de l'arrêt des activités de certain époux et la dépense quotidienne est modérée»

Kolda

A Kaolack, les femmes désignent la promiscuité entre époux comme source de violences physiques, morales et économiques. En effet, selon la responsable de l'APROFES, organisation féminine membre de la société civile et coopté dans le comité régional et départemental de gestion des épidémies, les statistiques sur les violences sont inquiétantes. L'ONG a dénombré plus de 300 cas de violences durant la période de la COVID-19.

- 285 cas de violences psychologiques et morales reçus au centre d'écoute de l'AFROFES ;
- dont 46 violences physiques ;
- 12 mariages d'enfants annulés grâce à la lutte coordonnée entre Plan International Kaolack et APROFES ;
- 17 viols dont 01 cas d'inceste ;
- 104 violences économiques.

«Le fait de rentrer tôt à la maison a créé une violence physique chez les femmes qui demandent de l'argent à des hommes fauchés économiquement par la COVID-19 et dont les nerfs sont à fleur de peau. A cause de l'enfermement, les gens étouffent».

Kaolack

SENSIBILISATION SUR LA MALADIE

Afin de sensibiliser la riposte au sein de leurs communautés sur la pandémie, les OF ont mené des activités de sensibilisation sur les mesures barrières, de distribution de matériels (masques, gel, savon et produits alimentaires) et d'appuis financiers.

A Kaolack, les femmes ont en plus, créé un dispositif de lave mains en utilisant des bidons de 20 litres (voir en annexe une liste détaillée des initiatives des femmes de cette région).

FREQUENTATION DES STRUCTURES DE SANTE

Les femmes (**67%** à Kaolack, **54.3%** à Sédhiou et **30.8%** à Kolda) affirment qu'au moins un membre de leur organisation ou de leur famille a eu besoin de soins médicaux pendant la pandémie. Les principales raisons sont le paludisme, les complications gastriques, les consultations prénatales, la vaccination des nourrissons. Elles confirment que ces derniers, majoritairement, n'ont pas pu accéder à un traitement médical. Cela s'explique majoritairement par le refus de fréquenter les structures sanitaires par crainte d'être testées positives à la COVID-19 ou de s'exposer à la maladie en y allant.

COVID-19 ET GESTION PAR LE GOUVERNEMENT

DAKAR

Pour contenir la progression du virus, le Chef de l'Etat, dès le 13 mars 2020, a fait appliquer des mesures telles que la fermeture des écoles, le port du masque, la distanciation sociale dans les lieux publics, la fermeture de plusieurs espaces publics avant de les lever le 15 Juillet 2020 (à l'exception du port de masque obligatoire et de l'interdiction de rassemblements).

Lors de l'enquête, l'avis des femmes sur ces mesures a été recueilli.

La carte de chaleur ci-dessous montre que la majorité des femmes ont été d'accord sur l'installation des mesures et leur levée.

Plus précisément, les mesures avec le plus d'avis favorables sont le couvre-feu, l'interdiction de rassemblements et le port de masque obligatoire dans les lieux publics.

Figure 13 : Carte de chaleur



Hormis le couvre-feu, les femmes étaient plus favorables à la levée des restrictions qu'à leur application.

Par exemple, Il est constaté que **62.8%** et **68.4%** étaient respectivement d'accord pour la fermeture des écoles et des universités et l'interdiction de voyage interne et externe tandis que **84.5%** et **79.8%** étaient respectivement pour leur levée.

Cette différence se ressent plus au niveau de la fermeture des marchés où **88.7%** des femmes sont

d'accord sur l'ouverture des marchés tandis que seulement **53.2%** étaient d'accord pour sa fermeture.

UNE AIDE ALIMENTAIRE

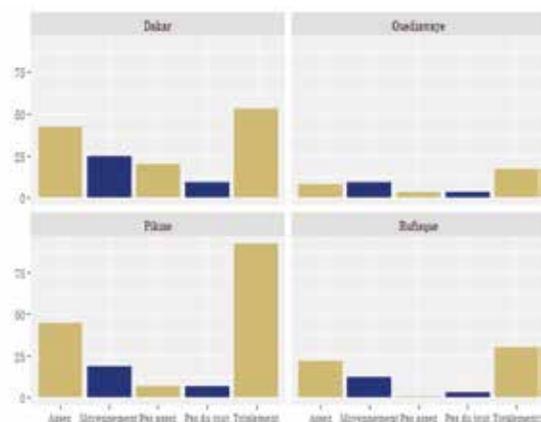
46.5% affirment avoir bénéficié d'une aide et majoritairement provenant de l'Etat (**41.8%**). Cette aide s'est plus manifestée sous forme d'aliments (riz, huile) (**88.6%**) et de matériels de protection (**10.0%**).

DES FEMMES TOTALEMENT CONFIANTES

Plus de la moitié des femmes font totalement confiance au gouvernement pour la gestion de la pandémie.

Cette confiance est homogène au sein de chaque département. Toutefois, il subsiste une faible proportion (**5.52%**) qui ne font pas du tout confiance au gouvernement pour une bonne gestion de la pandémie

Figure 14 : Niveau de confiance dans la gestion selon le département



COVID-19 ET GESTION PAR LE GOUVERNEMENT

KAOLACK, KOLDA, SAINT-LOUIS, SEDHIOU

MESURES PRISES

Les mesures de prévention prises par le Gouvernement pour gérer la pandémie ont été globalement bien appréciées. Les femmes estiment que ces mesures ont eu des effets dans d'autres secteurs comme la sécurité avec la diminution du vol et de la délinquance. Elles ont ainsi exprimé une entière satisfaction et veillent au respect de ces mesures au niveau communautaire.

«Les mesures ont été bonnes, c'est à l'Etat de voir s'il faut rester chez soi ou sortir. En tout cas, c'est pour le bien des populations. Si on est malade, rien ne marche».

Kolda

Par contre, pour certaines, les mesures n'ont pas été efficaces (Exemple : 37.5% des femmes de Kolda ont jugé les mesures contraignantes)

Le comportement des forces de l'ordre pour le respect des mesures barrières a été fustigé à Kaolack et Sédhiou.

«Les forces de l'ordre et de sécurité qui ont confisqué des portables des ordinateurs et certains matériels électro ménagés moyennant des amendes et la première réouverture des classes ont entraîné la vague de propagation du virus dans son village et sa famille était mise sous quatorzaine».

Sédhiou

Particulièrement, dans la région de Kaolack, les critiques les plus acerbes pensent que l'Etat n'est pas allé jusqu'au bout de sa logique en interdisant toutes les manifestations religieuses synonymes de rassemblement.

«Le manque de courage de l'Etat est observé parce le rassemblement religieux est autorisé. D'ailleurs, il y'a une divergence entre chefs religieux. L'Etat doit prendre son courage à deux mains».

Kaolack

Sur le plan économique, les femmes estiment que les mesures les ont empêchées d'offrir leurs services et de vendre leurs productions dans les marchés locaux et vers les grands centres urbains, plombant ainsi l'économie locale.

Par conséquent, la levée des mesures a été majoritairement saluée.

«La levée des mesures nous arrange parce qu'elle augmente notre activité économique et densifie notre réseau de relations. Avec la levée des mesures draconiennes, c'est une affaire de responsabilité individuelle. Une leçon sue pour tout le monde. Si chacun balaie devant chez soi, il y'a une hygiène collective».

Kaolack

AIDE ALIMENTAIRE

Concernant l'aide alimentaire, peu de femmes ont déclaré ne pas en avoir reçu. Selon elles, la qualité du ciblage faisait défaut. Les femmes de Sédhiou déclarent que les communes ont fait bénéficier à certains habitants non vulnérables.

COVID-19 ET GESTION PAR LE GOUVERNEMENT

KAOLACK, KOLDA, SAINT-LOUIS, SEDHIOU

Les femmes ont listé les leçons tirées de la pandémie avant d'exprimer leurs recommandations. Quelques-unes ont été choisies et listées dans les paragraphes suivants. Le reste est présenté en annexe

LEÇONS

1. L'ingéniosité des femmes qui ont développé des stratégies d'adaptation à la COVID-19 et de survie économique et sociale;
2. L'autonomisation financière des femmes est un pilier de l'entrepreneuriat féminin ;
3. Le développement de la culture de l'épargne et l'abandon du gaspillage chez les femmes comme moyen de résilience face aux catastrophes ;
4. L'observation d'hygiène individuelle et collective et la propreté de l'environnement immédiat ;
5. La valorisation des mécanismes de solidarité traditionnelle et des produits locaux ;
6. La numérisation de l'économie et de l'enseignement (formation à distance, vidéo conférence).

RECOMMANDATIONS

1. Renforcer le matériel de protection du personnel médical et relever le plateau technique et médical;
2. Promouvoir la consommation des produits locaux (riz de la vallée, céréales locales...) en les labélisant et en les privilégiant lors des opérations d'appui alimentaire ;
3. Renforcer la solidarité entre les femmes en favorisant l'épargne et en évitant les dépenses inutiles durant les cérémonies ;
4. Encourager et vulgariser les bonnes pratiques liées à la gestion de la COVID-19 ;
5. Appuyer les activités économiques des femmes (accès à la terre, appui en matériel agricole et unités de transformations et de conservation des produits, octroi de financements et de subventions, faciliter la relance des activités économiques,...) ;
6. Former les communautés sur les VBG et soutenir les victimes ;
7. Former les femmes sur le leadership féminin, l'éducation financière, le management, l'économie numérique... ;
8. Revoir le ciblage pour les aides ;
9. Motiver financièrement les relais communautaires et les « Badjénu Gox » pour leur engagement dans la riposte contre la COVID-19 ;
10. Continuer la lutte contre la pandémie.



ANNEXES

LISTE DES INITIATIVES DES OF DANS LA REGION DE KAOLACK

Département	Actions
Nioro du Rip	Achat de 2000 masques et 40 thermo flash dans le cadre de la plateforme départementale;
	Gels hydro alcoolique ;
	Participation de la FAFS départementale à la formation de fabrication de gel alcoolique ;
	Renforcement du dispositif de lavage des mains et port de masque par l'entreprise NGD services (normes quotidienne de la transformation) ;
	Séances de sensibilisation des villages de l'OCB Actions des femmes pour le Développement et l'alphabétisation ;
	VAD et sensibilisation du GPF Sant Yala ;
	Distribution de kits d'hygiène et du riz d'une valeur de 250.000 FCFA pour 40 membres du Réseau des Femmes leaders entrepreneures du Sénégal ;
	6 millions de francs mobilisés par la coopérative des femmes de Médina Sabakh ;
	Achat de 50 masques, 6 cartons de savons et un lavoir par le GIE la Lumière ;
	Le GIE Dani de Kay Mor a remis 120 masques et monté 3 équipes pour faire les VAD ;
	Confection de masques par les tailleurs pour la vente et distribution gratuite ;
20 gros bidons à lave mains et 60 masques par le GIE Bokk Xol ;	
Dispositif de lave mains devant les institutions de micro finance et ateliers de couture et de coiffure.	
Guinguinéo	Achat de 20 laves mains, 2 cartons d'eau de javel et cartons de savon liquide par le GIE Bokk Guiss walo ;
	Positionnement de dispositif de lave mains au niveau des lieux par le GIE Jef Jel ;
	Achat et distribution au niveau des écoles, mosquées et poste de santé de 10 cartons de savon liquide, 1500 masques par le GPF de Fass Barigo ;
	Achat et distribution de 1000 masques par le GPF Deggo de Ourour ;
	125.000 F dépensés en 8 caisses de savons, 2 cartons de gel et masques, sensibilisation de proximité par le GIE Takku Ligguey ;
	27.000 F dépensés en produits désinfectants et masques par le GIE Yayi Djirim ;
	50.000 F dépensés en produits désinfectants et masques par le GIE Bokk Yakhar ;
	588.000 F dépensés en produits désinfectants et masques par le GIE des femmes leaders de Guinguinéo.

Département	Actions
Kaolack	Remise par le COSEF de Kaolack, de denrées alimentaires et produits désinfectants d'une valeur de 50.000 F, au comité régional de gestion des épidémies.
	Achat et distribution de détergents d'une valeur de 150.000 F par la Coopérative des transformatrices et agro-alimentaire de Kaolack ;
	300.000 F dépensés en produits désinfectants et masques par le GIE Ndimbalanté avec un focus sur les daaras ;
	Organisation de causeries et des VAD ;
	1 million dépensés par l'AFROFES pour venir en aide aux familles et acheter des produits désinfectants et des masques ;
	Mise sur place de gels hydro alcoolique et lave mains au niveau des guichets par la MEC Téranga ;
	Confection et distribution de plus 1000 masques par le Cadre des Femmes pour l'Emergence de Kaolack ;
	5000 masques d'une valeur de 125.000 F distribuée aux quartiers, au Village SOS, au Développement communautaire, à la police et à la chambre des métiers par l'association des jeunes couturières de Kaolack ;
	Financement de 2 millions aux membres sous forme de prêt et 350.000 F dépensés en gel, savon liquide par le GIE Suxali Jigeen ;
	Décaissement de 150.000 F par le GIE Jappo Liquey de Ndiedjieng pour appuyer la commune.

Source : Enquêtes DRDCPE de Kaolack, Octobre 2020

LISTE COMPLETE DES LEÇONS ET RECOMMANDATIONS PAR REGION

LEÇONS APPRISES

KAOLACK

1. La bonne capacité réactive de l'Etat face à la pandémie de la COVID-19 ;
2. La nécessité d'une prévention des risques sanitaires, environnementaux et catastrophes naturels en développant la culture de l'épargne et du non gaspillage chez les femmes ;
3. Le renforcement de la confiance en soi et de l'estime des femmes en comptant sur elles-mêmes pour faire face à toute urgence ;
4. L'auto-éducation des enfants et leur autonomie en apprenant à rester à domicile et à apprendre grâce aux innovations technologiques ;
5. Le renforcement de l'entraide et la solidarité entre femmes face au même ennemi invisible ;
6. L'ingéniosité des femmes et les stratégies d'adaptation à la COVID-19 et de survie économique et sociale alternative;
7. La preuve que la femme est la base de la cellule familiale. Elle est à l'avant-garde des combats économique et de la gestion de l'économie domestique dans sa globalité en cette période de crise sanitaire ;
8. Les bons résultats aux examens semblent donner raison aux enseignements sur la revendication pédagogique de réduire les effectifs pour une performance scolaire ;
9. La bravoure des étudiants sénégalais dans la gestion de la COVID-19 par un retour aux sources pour faire de la sensibilisation, participer à l'effort de riposte nationale à la COVID-19 ;
10. L'observation de l'hygiène individuelle et collective et la propreté de l'environnement immédiat doivent être un comportement quotidien ;
11. La nécessité du changement de comportement et la prise de conscience du danger du virus reconnue de tous;
12. La vulnérabilité de l'être humain, la primauté et la centralité de l'humain sur l'économique, la vulnérabilité du monde et la discipline observée ;
13. La discrimination et la stigmatisation des malades ou de leur famille ;
14. La panique généralisée et la phobie de la maladie.

KOLDA

1. Valorisation des mécanismes de solidarité traditionnelle ;
2. Valorisation des produits locaux ;
3. Consolidation des liens familiaux ;
4. Importance de lutter contre le gaspillage ;

5. Renforcement de la résilience communautaire ;
6. Renforcement du respect des mesures élémentaires d'hygiène ;
7. Changement de comportement ;
8. Numérisation de l'économie et de l'enseignement (formation à distance, vidéo conférence) ;
9. Sens de la solidarité, le respect des mesures d'hygiène, la confiance en soi, le sens de la mesure, la sécurité alimentaire.

SAINT-LOUIS

1. Les fréquentations sont diminuées ;
2. Les gaspillages sont évités ;
3. De bons comportements sanitaires sont adoptés ;
4. Les dépenses de prestige sont évitées ;
5. La salubrité et la solidarité sont renforcées ;
6. la souveraineté de l'Etat ;
7. la volonté citoyenne et la synergie des actions ;
8. la gestion de la socialisation et la prévention de l'avenir.

SEDHIOU

1. Les femmes ont compris que l'autonomisation financière est un pilier de l'entrepreneuriat féminin ;
2. La stigmatisation renforce les effets néfastes de la pandémie ;
3. L'épargne peut aider à faire face à des situations d'urgence (épidémies pandémie et inondations) pourrait contribuer à l'autonomisation financière ;
4. La nécessité d'avoir des stratégies de résilience en situation de crise sanitaire ou de catastrophe naturelle ;
5. La mise en place de la calebasse de solidarité dans certaines organisations de femmes et une caisse de solidarité dans d'autres pour soutenir les membres vulnérables ;
6. La possibilité de sensibiliser par téléphone pour amener les membres des OF à respecter le calendrier vaccinal de leurs progénitures ;
7. Les radios communautaires mises à la disposition des badjénou Gokh ; des agents de la santé ont contribué dans la prévention de la COVID-19.

RECOMMANDATIONS

KAOLACK

1. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AU GOUVERNEMENT

- a.** A l'ouverture prochaine des classes au mois de Novembre, mettre plus de tables-bancs au niveau des écoles pour le respect de la distanciation physique entre les élèves, des gels hydro-alcooliques, le port du masque et le lavage systématique des mains accompagné d'une sensibilisation de proximité. Ce dispositif exige un renfort du personnel pour responsabiliser un enseignant au respect des mesures barrières ;
- b.** Impliquer toutes parties prenantes par une écoute active avant de prendre des mesures gouvernementales concertées.
- c.** Décentraliser les moyens de la riposte contre la COVID-19 par une approche bottom up;
- d.** Renforcer le matériel de protection du personnel médical du fait de leur position avant-gardiste et sentinelle dans la lutte contre la COVID-19 ;
- e.** L'ouverture des frontières terrestres pour relancer le commerce transfrontalier entre la Gambie et le Sénégal dans le respect des mesures barrières (le département de Nioro);
- f.** Lors de la prochaine opération d'appui alimentaire, privilégier le riz de la vallée pour épurer les stocks disponibles et remplacer la pâte alimentaire par les produits locaux transformés par les femmes pour gagner doublement en appuyant l'initiative économique des femmes et en valorisant des produits locaux, encourager le consommateur local, surtout pour les produits des entreprises ayant obtenu une autorisation FRA ;
- g.** Décentraliser l'octroi des marchés de l'appui alimentaire pour permettre aux fournisseurs locaux de développer leur entreprise ;
- h.** Privilégier le cash transfert au profit des nécessiteux, les indigents et cas sociaux pour éviter les rassemblements, développer la confiance dans le couple opérateur économique/client consommateur;
- i.** Renforcer les appuis alimentaires, les appuis sectoriels (micro finance, artisanat etc.) ;
- j.** Motiver financièrement les relais communautaires et les Badjénu Gox pour leur engagement dans la riposte contre la COVID-19 ;
- k.** Demander au Programme Appui pour le Développement Economique et Social au Sénégal (Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants) de tenir ses promesses de financement dans le Nioro du Rip ;

2. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AUX PARTENAIRES

- a.** S'aligner aux directives et lignes directrices de l'Etat en matière de riposte contre la COVID-19 ;
- b.** Procéder à un recensement des besoins exprimés par les femmes par une approche par la demande qui donnerait plus de résultat ;
- c.** Appuyer la capacité de financement des mutuelles d'épargne et de crédit gérées par les organisations des femmes ;
- d.** Adopter une approche basée sur le genre et l'inclusion sociale pour éviter la discrimination et la stigmatisation ;
- e.** Réduire les taux d'intérêt des prêts appliqués aux microprojets de femmes et accorder des moratoires pour le remboursement des prêts déjà contractés.

3. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AUX FEMMES

- a.** Sensibiliser les filles, leur encadrement et leurs parents pour que l'envie d'étudier revienne avec le triptyque accès, maintien et performance. L'éducation des filles n'est une option, c'est une nécessité;
- b.** Conscientiser les parents sur leur rôle d'éducateur en renforçant l'encadrement des filles dès l'ouverture par un enseignement d'appoint ;
- c.** Eviter le relâchement et maintenir le respect des mesures barrières en étant plus vigilantes, en tant que base de la cellule familiale ;
- d.** Eviter le gaspillage dans les cérémonies familiales, les dépenses inutiles en adhérant massivement aux tontines, aux mutuelles, épargnant régulièrement, investissant rentablement et remboursant promptement ;
- e.** Privilégier la relance des activités économiques féminines pour consolider la structure organisationnelle des femmes et les entreprises de femmes ;
- f.** S'orienter vers les collectivités territoriales et les bonnes volontés pour diversifier les sources de financement ;
- g.** Faire le plaidoyer auprès des conseillers pour une prompte relance économique et le renforcement des activités économiques ;
- h.** Eviter les voyages inutiles.

KOLDA

1. Faciliter la relance des activités économiques des femmes,
2. Eponger la dette des femmes,
3. Equiper les OF en matériels agricoles modernes,
4. Former les communautés sur les VBG,
5. Prévoir des sessions de renforcement de capacités des membres des OF sur le leadership féminin, l'éducation financière, le management et la gestion administrative, l'économie numérique,
6. Organiser des campagnes d'alphabétisation de masse à l'intention des femmes analphabètes (alphabétisation fonctionnelle),
7. Accroître la productivité agricole en mettant à la disposition des femmes les intrants appropriés pour une sécurité alimentaire,
8. Veiller au respect strict des mesures d'hygiène (individuelle comme collective) pour lutter contre la propagation de la COVID-19,
9. Promouvoir la consommation des produits locaux en les labélisant,
10. Encourager et vulgariser les bonnes pratiques liées à la gestion de la COVID-19.

SAINT-LOUIS

1. La dotation de fonds de résilience aux Organisations de femmes pour la relance de leurs activités économiques ;
2. L'encadrement et l'accompagnement des femmes ;
3. L'encadrement et le financement des femmes ;

- 4.** L'aménagement des terres et l'accès aux matériels agricoles ;
- 5.** Le renforcement des capacités des femmes ;
- 6.** Le ciblage des actions prioritaires par les partenaires ;
- 7.** La restructuration des Organisations de femmes ;
- 8.** La formation, l'accompagnement et le suivi des financements ;
- 9.** L'augmentation de l'aide apportée aux impactés ;
- 10.** Vérifier l'impact des décisions avant de les prendre ;
- 11.** Généraliser l'aide aux groupements de femmes ;
- 12.** Relever le plateau technique et médical ;
- 13.** Faciliter l'accès aux financements ;
- 14.** Elaborer un plan stratégique COVID-19 ;
- 15.** Accorder des subventions aux organisations de femmes ;
- 16.** Continuer la lutte contre la pandémie.

SEDHIOU

- 1.** Prioriser l'autosuffisance en riz au Sénégal ;
- 2.** Renforcer l'accès des femmes à la terre ;
- 3.** Autonomiser les femmes en les favorisant dans les programmes DER, FONJIP ;
- 4.** Valoriser et aménager les vallées de Sédhiou ;
- 5.** Installer des barrages et digues anti sel pour freiner la montée de la langue salée ;
- 6.** Appuyer en matériel agricole (moulins, décortiqueuses, batteuses tracteurs, pompes,...) pour alléger les travaux des femmes et avoir un gain de temps qui leur permettra de s'adonner aux activités génératrices de revenus ;
- 7.** Aux partenaires d'octroyer des financements de reporter les échéances ;
- 8.** Les femmes doivent se souder et créer des caisses et des caebasses de solidarité ;
- 9.** Appuyer les femmes victimes de violence en les formant et en les finançant ;
- 10.** Les femmes doivent s'entre aider et respecter les mesures prises pendant la COVID-19 et de dépasser les futilités de la vie (gaspillage lors des cérémonies) ;
- 11.** Etre vigilant et ne pas baisser les bras ;
- 12.** Multiplier les unités de transformation des fruits qui pourrissent pendant leur saison ;
- 13.** Appuyer en matériel de conservation des fruits et légumes.

QUESTIONNAIRE

IMPACT DE LA COVID-19 CHEZ LES FEMMES DANS LA REGION DE DAKAR

SECTION A : IDENTIFICATION	
1. Prénom - Nom	<i>A pré-remplir et à confirmer</i>
2. Numéro de téléphone	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
3. Département	<i>Liste pour confirmation</i>
4. Commune	<i>Liste pour confirmation</i>
5. Quel âge avez vous ?	<input type="text"/> <input type="text"/>
Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aucun 2. Primaire 3. Secondaire 4. Supérieur 5. Alphabétisée en arabe 6. Alphabétisée en langue locale
Quel est votre statut matrimonial ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Célibataire 2. Mariée 3. Divorcée 4. Veuve
SECTION B - IMPACT ECONOMIQUE	
8. Exercez-vous actuellement une activité économique ?	1. Oui 2. Non <i>Si non, passez à la question 15</i>
9. Dans quel secteur d'activité exerce l'entreprise dans laquelle vous travaillez ?	<i>Liste secteur d'activité</i>
10. L'entreprise a-t-elle un NINEA ?	1. Oui 2. Non Ne sais pas
11. L'entreprise tient-elle une comptabilité ?	1. Non 2. SYSCOA 3. Cahier de recette 4. Ne sais pas
12. L'entreprise réalise-t-elle une activité de production de bien ou de service ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui et cette production est totalement vendu 2. Oui et cette production est totalement vendu 3. Non 4. Ne sais pas
13. Quelle est votre catégorie socioprofessionnelle ?	1. Employé 2. Employeur 3. Indépendant
14. Quel est votre métier ?	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
15. Exercez-vous une activité avant la COVID-19 ?	1. Oui 2. Non <i>Si non passez à la Q28</i>

30. Quel est l'impact des mesures suivantes prises par l'Etat sur votre activité économique ?	1. Très Positif 2. Positif 3. Aucun 4. Négatif 5. Très Négatif
a. Couvre-feu	a. <input type="checkbox"/>
b. Fermeture des marches	b. <input type="checkbox"/>
c. Fermetures des écoles et universités.	c. <input type="checkbox"/>
d. Interdiction de voyage interne et externe	d. <input type="checkbox"/>
e. Interdiction de rassemblements	e. <input type="checkbox"/>
f. Levée couvre-feu	f. <input type="checkbox"/>
g. Autorisation de voyage interne et externe	g. <input type="checkbox"/>
h. Ouverture des marches.	h. <input type="checkbox"/>
i. Ouverture des universités	i. <input type="checkbox"/>
j. Port de masque obligatoire dans les lieux publics	j. <input type="checkbox"/>

SECTION C - IMPACT SOCIAL

31. Face à la COVID-19, avez-vous changé vos habitudes de vie sociale ?	1. Oui 2. Non Si non, passez à la question 33
32. Est-ce que vous avez limité vos déplacements :	1. Au travail 2. Aux courses 3. Aux événements de société (mariage, baptême, décès.) 4. Aux urgences 5. Totalemment
Si Q7 =2, passez à la question 39	
33. Face à la COVID-19, est ce que la charge de vos tâches ménagères (domestiques) a changé ?	1. Oui, elle a augmenté 2. Oui, elle a baissé 3. Non, elle n'a pas changé
34. Avec le couvre-feu comment décrieriez vous la cohabitation avec votre conjoint?	1. Améliorée 2. Inchangée 3. Difficile
35. Avant la COVID-19, avez-vous été victime de violences conjugales ?	1. Oui, violences physiques 2. Oui, violences verbales 3. Non <i>Si oui, passez à la question 37</i>
36. Depuis le début de la COVID-19, avez vous été victime de violences conjugales ?	1. Oui, violences physiques 2. Oui, violences verbales 3. Non <i>Si non, passez à la question 39</i>
37. A quelle fréquence ?	1. Souvent 2. Occasionnellement 3. Rarement
38. Depuis le début de la COVID-19, comment ces violences ont évolué ?	1. Elles ont diminué 2. Elles n'ont pas changé 3. Elles ont augmenté
39. Avez-vous des enfants sous votre tutelle ?	1. Oui 2. Non <i>Si non, passez à la question 43</i>
40. Si oui, combien ?	<input type="text"/>
41. Avec la fermeture des écoles, avez-vous des difficultés pour gérer les enfants ?	1. Beaucoup de difficultés 2. Peu de difficultés 3. Beaucoup de difficultés 4. Pas de difficultés
42. Êtes-vous préoccupées pour les études de vos enfants ?	1. Très préoccupée 2. Assez préoccupée 3. Pas vraiment préoccupée

<p>43. Quel est l'impact des mesures suivantes prises par l'Etat sur votre vie sociale ?</p> <ol style="list-style-type: none"> Couvre-feu Fermeture des marches Fermetures des écoles et universités. Interdiction de voyage interne et externe Interdiction de rassemblements Levée couvre-feu Autorisation de voyage interne et externe Ouverture des marches. Ouverture des universités Port de masque obligatoire dans les lieux publics 	<p>1. Très Positif 2. Positif 3. Aucun 4. Négatif 5. Très Négatif</p> <ol style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
---	--

SECTION D - IMPACT SANITAIRE

<p>44. Face à la COVID-19, êtes-vous préoccupé par</p> <ol style="list-style-type: none"> votre état de santé ? l'état de santé de votre famille ? l'état de santé des personnes dans votre localité ? 	<p>1. Pas du tout préoccupée 2. Un peu préoccupée 3. Assez préoccupée 4. Très préoccupée</p> <ol style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>45. Quelles mesures connaissez-vous pour réduire le risque de contracter le coronavirus ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> Se laver les mains Utiliser du désinfectant Aucune poignée de main / salutations Utilisation de masques Utilisation de gants Eviter les voyages Eviter les rassemblements Garder suffisamment de distance lors d'un face à face Autre (spécifier) Ne connaît pas
<p>46. Par quel canal recevez-vous des informations à propos de la COVID-19 ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> Panneaux d'affichage/prospectus Radio/Télévision SMS/Appel téléphonique Journaux papiers Facebook/twitter/réseaux sociaux Travailleurs de la sante Personnel d'une ONG Autre sensibilisation Autorité locale Voisins / famille Guérisseur traditionnel/autorité religieuse
<p>47. Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, avez-vous adopté les comportements suivants ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> Se laver les mains avec du savon Utiliser du désinfectant Aucune poignée de main / salutations Utilisation de masques Utilisation de gants Eviter les voyages Eviter les rassemblements Garder suffisamment de distance lors d'un face à face Autre (spécifier) Ne fait rien

<p>43. Quel est l'impact des mesures suivantes prises par l'Etat sur votre vie sociale ?</p> <p>a. Couvre-feu</p> <p>b. Fermeture des marches</p> <p>c. Fermetures des écoles et universités.</p> <p>d. Interdiction de voyage interne et externe</p> <p>e. Interdiction de rassemblements</p> <p>f. Levée couvre-feu</p> <p>g. Autorisation de voyage interne et externe</p> <p>h. Ouverture des marches.</p> <p>i. Ouverture des universités</p> <p>j. Port de masque obligatoire dans les lieux publics</p>	<p>1. Très Positif 2. Positif 3. Aucun 4. Négatif 5. Très Négatif</p> <p>a. <input type="checkbox"/></p> <p>b. <input type="checkbox"/></p> <p>c. <input type="checkbox"/></p> <p>d. <input type="checkbox"/></p> <p>e. <input type="checkbox"/></p> <p>f. <input type="checkbox"/></p> <p>g. <input type="checkbox"/></p> <p>h. <input type="checkbox"/></p> <p>i. <input type="checkbox"/></p> <p>j. <input type="checkbox"/></p>
--	---

SECTION D - IMPACT SANITAIRE

<p>44. Face à la COVID-19, êtes-vous préoccupé par</p> <p>a. votre état de santé ?</p> <p>b. l'état de santé de votre famille ?</p> <p>c. l'état de santé des personnes dans votre localité ?</p>	<p>1. Pas du tout préoccupée 2. Un peu préoccupée</p> <p>3. Assez préoccupée 4. Très préoccupée</p> <p>a. <input type="checkbox"/></p> <p>b. <input type="checkbox"/></p> <p>c. <input type="checkbox"/></p>
<p>45. Quelles mesures connaissez-vous pour réduire le risque de contracter le coronavirus ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Se laver les mains 2. Utiliser du désinfectant 3. Aucune poignée de main / salutations 4. Utilisation de masques 5. Utilisation de gants 6. Eviter les voyages 7. Eviter les rassemblements 8. Garder suffisamment de distance lors d'un face à face 9. Autre (spécifier) 10. Ne connaît pas
<p>46. Par quel canal recevez-vous des informations à propos de la COVID-19 ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Panneaux d'affichage/prospectus 2. Radio/Télévision 3. SMS/Appel téléphonique 4. Journaux papiers 5. Facebook/twitter/réseaux sociaux 6. Travailleurs de la sante 7. Personnel d'une ONG 8. Autre sensibilisation 9. Autorité locale 10. Voisins / famille 11. Guérisseur traditionnel/autorité religieuse
<p>47. Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, avez-vous adopté les comportements suivants ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Se laver les mains avec du savon 2. Utiliser du désinfectant 3. Aucune poignée de main / salutations 4. Utilisation de masques 5. Utilisation de gants 6. Eviter les voyages 7. Eviter les rassemblements 8. Garder suffisamment de distance lors d'un face à face 9. Autre (spécifier) 10. Ne fait rien

SECTION E - GESTION DE LA COVID-19 PAR LE GOUVERNEMENT

<p>56. Que pensez-vous de ces mesures prises par l'Etat pour la gestion de la COVID-19 ?</p> <p>a. Couvre-feu</p> <p>b. Fermeture des marches</p> <p>c. Fermetures des écoles et universités.</p> <p>d. Interdiction de voyage interne et externe</p> <p>e. Interdiction de rassemblements</p> <p>f. Levée couvre-feu</p> <p>g. Autorisation de voyage interne et externe</p> <p>h. Ouverture des marches.</p> <p>i. Ouverture des universités</p> <p>j. Port de masque obligatoire dans les lieux publics</p>	<p>1. Pas d'accord 2. D'accord 3. Ne sais pas</p> <p>a. <input type="checkbox"/></p> <p>b. <input type="checkbox"/></p> <p>c. <input type="checkbox"/></p> <p>d. <input type="checkbox"/></p> <p>e. <input type="checkbox"/></p> <p>f. <input type="checkbox"/></p> <p>g. <input type="checkbox"/></p> <p>h. <input type="checkbox"/></p> <p>i. <input type="checkbox"/></p> <p>j. <input type="checkbox"/></p>
<p>57. Faites-vous confiance au gouvernement pour gérer la progression de la pandémie ?</p>	<p>1. Totalement confiant</p> <p>2. Assez confiant</p> <p>3. Moyennement confiant</p> <p>4. Pas assez confiant</p> <p>5. Pas du tout confiant</p>
<p>58. Avez-vous bénéficié d'une aide depuis l'avènement de la COVID-19 ?</p>	<p>1. Oui 2. Non</p> <p style="text-align: center;"><i>Si non, fin du questionnaire</i></p>
<p>59. Si oui, de qui provient cette aide ?</p>	<p>1. Gouvernement</p> <p>2. ONG</p> <p>3. Amis ou famille</p> <p>4. Autre (SPECIFIER)</p>
<p>60. Quelle est la nature de cette aide ?</p>	<p>1. Argent</p> <p>2. Aliments (riz, huile, etc.)</p> <p>3. Matériels de protection (gants, masques, gel hydro alcooliques etc.)</p> <p>4. Appui-conseil</p> <p>5. Autre (SPECIFIER) Si non, fin du questionnaire</p>

Fin du questionnaire

SECTION B - INCIDENCE SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

14. Quels sont les effets de la COVID-19 sur vos activités économiques?
Les activités ont-elles diminuées ou augmentées ?
Le chiffre d'affaire a-t-il connu une baisse ou une augmentation ?
Essayer d'évaluer ce changement.
Préciser sur quelle période les changements ont été observés.
Si possible, détailler les changements dans l'organisation (chaîne de valeurs) de la structure et individuellement chez les femmes.
15. Parmi les mesures barrières, lesquelles ont le plus impacté vos activités économiques et dans quel sens?
(Couvre-feu, fermeture des marchés, Fermetures des écoles et universités, Interdiction de voyage interne et externe, Interdiction de rassemblements, Levée couvre-feu, Autorisation de voyage interne et externe, Ouverture des marchés, Ouverture des universités, Port de masque obligatoire dans les lieux publics)

SECTION C - INCIDENCE SOCIALE ET SANITAIRE

16. Que connaissez-vous de la COVID 19 ?
Mode de transmission
Symptômes
Mesures barrières (port de masque, distanciation, se laver les mains, tousser sur le coude ou avec un mouchoir, etc.)
17. Quels sont les effets de la COVID-19 sur les habitudes de vie sociale des femmes de l'OF?
Déplacements (respect du confinement)
Tâches ménagères
Vie conjugale (cohabitation avec leur époux)
Education des enfants
18. Quelles initiatives à l'égard de votre communauté avez-vous pris, face aux risques liés à la COVID-19?
La question concerne l'organisation et les femmes individuellement. (Sensibilisation, distribution de matériels, etc.)
19. Est-ce qu'au moins, un de vos membres, a eu besoin de soins médicaux depuis le début de la pandémie COVID-19 (Mars 2020) ?
Donner le nombre
Lister les raisons
20. Est-ce qu'elles ont pu accéder à un traitement médical ?
Pour celles qui n'ont pas pu accéder, lister les raisons
21. Parmi les mesures barrières, lesquelles ont le plus impacté vos activités sociales et/ou sanitaires et dans quel sens ?
(Couvre-feu, fermeture des marchés, Fermetures des écoles et universités, Interdiction de voyage interne et externe, Interdiction de rassemblements, Levée couvre-feu, Autorisation de voyage interne et externe, Ouverture des marchés, Ouverture des universités, Port de masque obligatoire dans les lieux publics)

SECTION D - INCIDENCE SOCIALE ET SANITAIRE

22. Que pensez-vous de ces mesures prises par l'Etat pour la gestion de la COVID- 9 ?
(Couvre-feu, fermeture des marchés, Fermetures des écoles et universités, Interdiction de voyage interne et externe, Interdiction de rassemblements, Levée couvre-feu, Autorisation de voyage interne et externe, Ouverture des marchés, Ouverture des universités, Port de masque obligatoire dans les lieux publics)

23. Etes-vous satisfaites des modalités de gestion de la pandémie par le Gouvernement ?

24. Avez-vous bénéficié d'une aide depuis l'avènement de la COVID-19 ?
L'organisation ou individuellement
De qui provient l'aide ?
Nature de l'aide

SECTION E - LECONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

25. Quelles sont les leçons que vous avez apprises de la COVID-19 ?

26. Quelles recommandations pouvez-vous faire ?
Au gouvernement,
Aux partenaires
Aux autres femmes

Fin du questionnaire